

Introduction

Je ne cherche pas à connaître les réponses, je cherche à
comprendre les questions.

Confucius

Accélération de l'histoire : la formule est sans doute usée, elle a certainement été exploitée abusivement pour expliquer toutes les caractéristiques des évolutions sociales récentes et leur contraire, au niveau de chacun des individus comme à celui des collectivités, depuis les groupes les plus restreints jusqu'à la population de la planète dans son ensemble. Mais elle aide peut-être à comprendre pourquoi il nous est si difficile, aujourd'hui, de comprendre ce qui nous arrive. A essayer, non pas de trouver une clé d'interprétation pour les événements multiples dont nous prenons chaque jour connaissance, mais de nous resituer, chacun d'entre nous, dans cette mouvance accélérée et de plus en plus complexe. A nous rappeler, au-delà de ces événements multiples, quels peuvent être leurs liens avec nos destinées, et ce que nous considérons comme l'essentiel et comme accessoire.

Nous savons bien sûr que les liens matériels et sociaux forgés au sein de notre monde se sont formidablement resserrés, depuis quelques décennies, ou plutôt depuis quelques siècles : ne sommes-nous pas abreuvés de considérations péremptoires sur la « mondialisation » ou la « globalisation » ? Mais en même temps, nous sommes de plus en plus dominés par une impression de désarroi, d'incompréhension, de non-maîtrise de ces changements, en raison des rapports de forces qui nous sont imposés. Impression d'incapacité et d'aliénation, en définitive, quant à l'évolution de la société (ou des sociétés) et à celle des personnes qui nous entourent, mais aussi quant à notre propre destinée, nos finalités, nos buts concrets, nos critères de comportement, nos relations quotidiennes avec nos voisins, nos familles, nos amis, ou les inconnus que nous côtoyons de plus en plus fréquemment, ou les personnalités plus ou moins célèbres dont nous entendons parler tous les jours. Nous ne savons plus où nous en sommes, nous ne savons plus où nous allons. Et cela dans une période où s'accumulent les informations disponibles : celles-ci soulignent la gravité des menaces qui pèsent sur la plupart des collectivités, et le plus souvent sur la planète entière ; elles suggèrent une probabilité non négligeable de catastrophes politiques, environnementales ou humanitaires (liées à la prolifération des armements nucléaires, à celle des actions terroristes en tous genres, au réchauffement climatique, à la réduction de la biodiversité, à l'instabilité sociale due à l'aggravation du sous-emploi et des inégalités sociales, et ainsi de suite). Il ne s'agit ni de s'abandonner à un catastrophisme systématique, ni de nier les évolutions positives indéniables apportées par la modernité, notamment en matière de santé, d'information, d'enrichissement culturel et de confort matériel pour une bonne part de la population mondiale. Mais il faut admettre que les menaces nouvelles sont multiples, complexes, multidimensionnelles, que nous les comprenons mal, que nous ne nous entendons pas sur les actions préventives à entreprendre, et que nous sommes donc mal préparés pour affronter et combattre ces menaces, individuellement et collectivement.

Car ce sont à la fois les individus, les familles, les groupes sociaux et les sociétés dans leur ensemble qui sont ainsi menacés. Chacun d'entre nous est certes confronté à ce problème, et il sent plus ou moins confusément que ces défis se relient aux questions fondamentales qu'il se pose sur le sens de sa vie et sur celui de ses relations avec les autres et avec le monde. Problème « existentiel », donc, au sens plénier du terme : il a toujours été celui de tous les hommes, mais ses composantes se sont multipliées avec le progrès technique et la modernité, et leur complexité s'est donc considérablement accrue dans la période récente. Chacun de nous doit chercher sa propre réponse à ce défi, et personne ne le fera à notre place. Reste que ce défi n'est pas seulement individuel, que nous sommes membres de multiples collectivités, et que ces liens collectifs se sont diversifiés et intensifiés avec la modernisation et la mondialisation : plus que jamais, ces réponses ne peuvent se limiter à l'individu, elles doivent être également conçues au niveau de la collectivité. Il faudra se demander ce que cette exigence implique aujourd'hui pour l'organisation de notre « vivre ensemble ». Reste aussi – et on doit l'affirmer avec force dans une période où le désarroi

confiner parfois au désespoir - que nous ne sommes pas condamnés à la passivité, ni individuellement ni collectivement, et que nous avons des moyens d'action plus puissants que par le passé : par exemple, l'action sur l'opinion publique que permet Internet, pour le meilleur ou pour le pire. Nous pouvons avoir l'ambition de changer ce monde, ou au moins cette petite partie du monde que nous avons sous les yeux, en fonction de ce que nous croyons et de ce que nous souhaitons, en fonction aussi des liens que nous pouvons explorer et découvrir entre nos destinées individuelles et nos destinées collectives. Mais la double question demeure. D'abord, sommes-nous clairs sur nos buts ? savons-nous ce que nous voulons, et ce que nous ne voulons pas ? Ensuite, avons-nous recherché systématiquement les moyens qui s'offrent à nous, et connaissons-nous les potentialités réelles - et aussi les dangers - de ces moyens nouveaux ?

C'est dans cette perspective que je voudrais proposer ici un début de réflexion, pour dépasser et surmonter cette impression de désarroi et d'aliénation. Réflexion à la fois ambitieuse et modeste. D'abord ambitieuse, en raison de son objet, dont il est malaisé de préciser les contours a priori. Aussi modeste que possible, parce que je ne peux m'appuyer que sur mes capacités et sur mon expérience personnelle et professionnelle : celle-ci reste très partielle, même si, comme économiste du « développement », j'ai eu la chance de pouvoir consacrer la plus grande partie de ma vie à l'observation, à la recherche et à l'enseignement, dans des institutions très diverses et dans différents pays du monde.

Je rappelle ces limites évidentes, non pour présenter à l'avance des excuses (bien inutiles) sur mes déficiences, mais pour expliquer d'emblée le point de vue et l'ambition que je voudrais développer ici, ou plutôt pour le répéter (car ce fut toujours une préoccupation centrale de mon approche de l'économie et de la société) : le texte qui suit doit être compris, non comme un essai irréaliste de synthèse, mais comme une simple tentative, parmi d'autres, de *contribution à une réflexion « citoyenne »*. Parce que je suis à la fois individu et membre de la cité des hommes. Je veux dire par là que le souci de cette contribution n'est autre que celui d'établir un lien permanent entre les dimensions personnelles de mon expérience et de mes choix de vie (celles de mon activité d'enseignement et de recherche, notamment, qui m'a permis de côtoyer des sociétés très différentes dans divers pays du monde), et les dimensions collectives de notre destinée, qui nous invitent à réfléchir et à agir, non pas dans les seules limites individuelles, mais en tant que membres de divers groupes sociaux et d'une société que chacun de nous peut contribuer à construire. C'est en référence à cette réflexion citoyenne, plutôt que purement individuelle, que je reviendrai sur ces notions de « désarroi », de « non-maîtrise », ou d'« aliénation » que j'évoquais plus haut ; c'est à ce propos aussi que j'évoquerai le sentiment de « perte des repères » que nous éprouvons tous, et qui rend aujourd'hui tellement confuses les visions de l'avenir possible et souhaitable de nos sociétés.

On l'aura compris : contrairement à la majorité des travaux de ce type dont j'ai pu prendre connaissance, la réflexion esquissée ci-dessous ne prétend pas fournir des *réponses*, ou au moins des réponses immédiates, à ces impressions de désarroi, d'aliénation et de non-maîtrise. Elle cherche d'abord, plus modestement, à préciser les *questions* qui nous inquiètent, ou plutôt à identifier les questions qui devraient nous inquiéter, de préférence aux problèmes dont nous sommes surabondamment informés, notamment par les médias, les matraquages publicitaires, et même souvent les appareils politiques eux-mêmes. Il me semble que c'est d'abord en identifiant les vraies questions qui se posent à nous que nous pourrions progresser dans leur solution, plutôt qu'en proclamant immédiatement des réponses passe-partout à des questions dont nous ne savons même pas si elles sont vraiment importantes. C'est en ce sens, d'ailleurs, que la référence à l'histoire et aux travaux historiques reste importante, et je m'explique par un exemple : si la lecture de l'ouvrage d'Alexis de Tocqueville sur « La démocratie en Amérique » (paru en 1835 et 1840) reste aujourd'hui passionnante, ce n'est évidemment pas d'abord pour s'informer sur l'état de la démocratie américaine aujourd'hui, c'est parce que l'auteur pose les bonnes questions permettant d'apprécier la démocratie en toute époque, et c'est pourquoi il reste un classique ; mais c'est au lecteur de trouver les réponses actuelles à ces questions. Je n'ai pas l'outrecuidance de me comparer à Tocqueville : je veux souligner seulement que c'est une démarche analogue qui me pousse à rechercher les bonnes questions plutôt que de recenser les innombrables réponses « pré-digérées » dont les commentateurs de tout acabit nous abreuvant aujourd'hui.

Une telle méthode, cependant, n'a de sens que si elle reste concrète, si elle ne se réfugie pas dans les abstractions ou les considérations purement théoriques, et si elle montre qu'elle peut

aider à la résolution des problèmes pratiques les plus graves auxquels sont confrontés nos sociétés. Je procéderai donc de la manière suivante.

Comme ces problèmes apparaissent aujourd'hui comme innombrables, le souci d'exhaustivité reste vain. Je commencerai par évoquer brièvement un certain nombre d'*exemples concrets* que je connais un peu mieux, parce qu'ils se rattachent aux questions économiques de « développement » sur lesquelles j'ai moi-même longuement travaillé (chapitre 1). Je précise dès l'abord que je donne au terme « développement » le sens très général de « recherche du progrès de la société », dans tous les pays, progrès dont il faudra évidemment définir les critères (qui ne sont pas nécessairement identiques dans toutes les sociétés, sauf si l'on se place - mais c'est ce que beaucoup de commentateurs font aujourd'hui - dans la perspective de la recherche d'un système qui se veut dominant parce qu'il se prétend « optimal ») ; je rejette ainsi la signification de ce terme qui lui a été trop souvent attribuée depuis plus d'un demi-siècle, celle de « rattrapage des pays riches par les pays pauvres ». Parmi ces exemples, j'essaierai d'abord d'évoquer brièvement, en termes généraux, le malaise politique qui caractérise aujourd'hui la gestion de nos sociétés et de leurs enjeux de développement. Je passerai ensuite en revue divers problèmes qui sont particulièrement liés à l'économie du développement dans les domaines suivants : la richesse et de la pauvreté ; le travail, l'emploi et la protection sociale ; les questions soulevées par la spécialisation productive des pays, les échanges internationaux, le libre échange et le protectionnisme ; celles qui concernent l'immigration vers les pays riches ; les questions que posent le rôle actuel de l'Union européenne et sa possible re-définition ; enfin les problèmes de l'énergie, puis ceux de l'éducation et de la culture. En procédant de la sorte, je ne prétends certes pas que les problèmes d'économie soient les plus importants qui se posent à nos sociétés, puisque j'essaie de démontrer le contraire dans le chapitre qui suit ; mais je prends des exemples qui sont cités plus souvent que d'autres, et j'évite d'engager d'emblée la discussion dans des domaines dans lesquels je n'ai guère d'expérience (ceux de l'entreprise ou des mouvements sociaux, notamment, ou encore ceux de la psychologie collective). J'insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas ici d'un examen approfondi de ces diverses questions, qui demanderait un travail de très grande ampleur pour lequel je suis le plus souvent incompetent : il ne s'agit que d'exemples (et non d'une liste exhaustive). Ensuite, à partir de ces domaines pris comme exemples, je conclus par un premier effort d'identification des difficultés que les citoyens se posent à leur propos, lorsqu'ils veulent jouer leur rôle de citoyens sans prétendre se substituer aux experts, et lorsqu'ils cherchent à identifier les principaux *enjeux de société* à long terme dissimulés derrière ces questions le plus souvent noyées dans la technocratie.

Dans le chapitre suivant (chapitre 2), j'essaierai d'identifier un certain nombre de *caractéristiques communes* qui s'attachent aujourd'hui à la prise en charge de ces enjeux de société : s'il est possible de les préciser et de les analyser, ces caractéristiques indiqueront aussi l'orientation de divers *changements méthodologiques* qui seraient nécessaires pour une prise en charge démocratique de ces enjeux du développement. J'annonce dès à présent les couleurs : à mon sens, ces caractéristiques et ces questions communes sont notamment la difficulté croissante de penser l'intérêt général (en raison notamment de la montée de l'individualisme, de l'absence ou de l'insuffisance de perspective de long terme, et de la confusion habituelle - mais probablement pas innocente - entre objectifs et moyens), mais aussi l'importance excessive qui est réservée aux dimensions économiques de ce processus de développement et de changement social, avec la dérive vers la technocratie qui en résulte inévitablement. Or il apparaît bien vite que ces caractéristiques sont inhérentes à ce qu'il faut bien appeler, en termes peut-être un peu trop académiques, la « logique » du système économique qui est le nôtre.

Je me propose alors de rechercher des orientations plus positives pour aborder les trois grands problèmes qui sont issus de cette logique et qui concernent directement le débat citoyen, à savoir : (a) la difficulté de la définition de *l'intérêt général*, notamment en raison des conflits d'intérêts inévitables dans toute société, et la priorité nécessaire à accorder à la définition des *objectifs* avant de s'attacher au choix des moyens ; (b) la place résolument prédominante qu'occupent les préoccupations économiques dans les stratégies de développement actuelles, mais aussi la nécessité impérieuse de *remettre l'économie à la place subordonnée qui lui revient* dans la tentative de maîtrise du changement social ; (c) enfin, les questions liées à l'identification des centres de décision effectifs dans ces matières, et la nécessité de revoir en profondeur les exigences de la *démocratisation*.

Un chapitre final devrait enfin synthétiser les conclusions de ce raisonnement quant au *renouvellement de la méthode* de préparation et de mise en œuvre des stratégies de développement.